

FORMULE 74R.6

DEMANDE DE RÉAPPOSITION DE SCEAU
SUR DES LETTRES D'ADMINISTRATION ÉTRANGÈRES

COUR DU BANC DE LA REINE

Centre de _____

Je (Nous) soussigné(e)(s), _____, (profession[s]),
du (de la) _____ de _____, (indiquer le ressort),
demande (demandons) par les présentes que le tribunal réappose un sceau sur les lettres d'administration
étrangères (ou indiquer tout autre document de même nature) délivrées (délivré) à l'égard des biens du (de la)
défunt(e), compte tenu des renseignements suivants :

1. Feu(e) _____, du (de la) _____ de _____, (indiquer le ressort), est décédé(e)
intestat le _____.
2. Au moment de son décès, le (la) défunt(e) (choisir tous les énoncés qui s'appliquent) :
 - n'avait jamais été marié(e);
 - était marié(e) à _____ (nom) _____;
 - était divorcé(e) de _____ (nom) _____;
 - était veuf (veuve) de _____ (nom) _____.

(Remarque : Remplir le point 3 uniquement si la personne est décédée le 30 juin 2004 ou après cette date.)

3. Au moment de son décès, le (la) défunt(e) (lire la remarque qui suit le point 3, puis choisir tous les énoncés qui s'appliquent) :
 - n'avait jamais eu de conjoint(e) de fait;
 - vivait avec son (sa) conjoint(e) de fait, _____ (nom) _____;
 - était séparé(e) de son (sa) conjoint(e) de fait, _____ (nom) _____, mais leur union n'avait pas été dissoute;
 - avait vécu en union de fait avec _____ (nom) _____ et leur union avait été dissoute;
 - était le (la) conjoint(e) de fait survivant(e) de _____ (nom) _____.

Si, au moment de son décès, le (la) défunt(e) avait au moins un(e) conjoint(e) de fait, préciser la date à laquelle l'union (chaque union) de fait avait débuté et, s'il y a lieu, la date à laquelle les conjoints (conjointes) de fait s'étaient séparé(s) ou la date à laquelle l'union (chaque union) de fait avait été dissoute.

Si, au moment de son décès, le (la) défunt(e) était marié(e) en plus d'avoir au moins un(e) conjoint(e) de fait, préciser également la date du mariage et, le cas échéant, la date de la séparation des conjoints.

REMARQUE : Pour l'application de la présente formule :

« **conjoint de fait** » S'entend de la personne qui, selon le cas :

a) avait fait enregistrer avec le défunt une union de fait en vertu de l'article 13.1 de la *Loi sur les statistiques de l'état civil*;

b) a vécu dans une relation maritale avec le défunt sans avoir été mariée avec lui :

(i) soit pendant une période d'au moins trois ans,

(ii) soit pendant une période d'au moins un an, s'ils sont les parents d'un même enfant.

« **dissolution d'une union de fait** » S'entend, selon le cas :

a) lorsque l'union de fait a été enregistrée à l'État civil (en vertu de l'article 13.1 de la *Loi sur les statistiques de l'état civil*), de la dissolution de cette union;

b) lorsque l'union de fait n'a pas été enregistrée à l'État civil, du fait, pour les conjoints de fait, d'avoir vécu séparés l'un de l'autre pendant une période d'au moins trois ans.

4. Aucun mariage ni aucune forme de mariage que le (la) défunt(e) avait contracté n'a jamais été dissous ni annulé, le (la) défunt(e) n'était pas séparé(e) d'un(e) conjoint(e) ou d'un(e) conjoint(e) de fait et aucune union de fait du (de la) défunt(e) n'a jamais été dissoute.

REMARQUE : Dans le cas contraire, fournir les précisions relatives à la dissolution ou à l'annulation du mariage ou à la dissolution de l'union de fait et indiquer si la personne décédée s'était remariée ou avait vécu en union de fait avec quelqu'un par la suite. Dans l'affirmative, préciser également si l'ex-conjoint ou l'ex-conjoint de fait, ou les deux, étaient vivants au moment du décès du défunt.

Si, au moment de son décès, l'intestat vivait séparé d'un conjoint et d'au moins un conjoint de fait, ou de l'une de ces personnes, en faire mention et indiquer dans chaque cas :

a) si, au cours de la période de séparation, l'intestat ou son conjoint, ou les deux, ont déposé une requête en divorce et si la requête est en cours ou a été tranchée au moyen d'une ordonnance définitive au moment du décès de l'intestat;

b) lorsque l'union de fait de l'intestat et de son conjoint de fait a été enregistrée en vertu de l'article 13.1 de la *Loi sur les statistiques de l'état civil*, si la dissolution de l'union de fait a été enregistrée sous le régime de l'article 13.2 de cette loi avant le décès de l'intestat;

c) lorsque l'union de fait de l'intestat et de son conjoint de fait n'a pas été enregistrée en vertu de l'article 13.1 de la *Loi sur les statistiques de l'état civil*, si les conjoints de fait vivaient séparés depuis au moins trois ans au moment du décès de l'intestat;

d) si, au cours de la période de séparation, l'intestat ou son conjoint ou conjoint de fait, ou les deux, ont présenté la demande de reddition de comptes ou de compensation des éléments d'actif prévue par la *Loi sur les biens matrimoniaux* ou la *Loi sur les biens familiaux* et si la demande est en cours ou a été tranchée au moyen d'une ordonnance définitive au moment du décès de l'intestat;

e) si, avant le décès de l'intestat, ce dernier et son conjoint ou son conjoint de fait ont divisé leurs biens conformément à leur intention effective ou censée telle, afin de séparer et de régler leurs affaires par suite de l'échec de leur mariage ou de leur union de fait.

5. Le (La) défunt(e) avait des enfants, à savoir :

Nom	Date de naissance	Nom de l'autre parent
-----	-------------------	-----------------------

6. Je crois (Nous croyons) que le (la) défunt(e) est décédé(e) sans laisser de testament.

7. La (Le) (nom du tribunal) du (de la) (indiquer le ressort) a accordé des lettres d'administration (ou indiquer tout autre document de même nature) relativement aux biens du (de la) défunt(e) le _____ et les a délivrées (l'a délivré) à cette date.

8. Le (La) défunt(e) était, au moment de son décès, en possession, au Manitoba, de biens immeubles d'une valeur de _____ \$ et de biens meubles d'une valeur de _____ \$ ou pouvait faire valoir un droit sur ces biens, au sujet desquels des précisions véridiques sont indiquées dans l'inventaire ci-joint.

9. J'ai (Nous avons) 18 ans révolus, ma (nos) résidence(s) habituelle(s) est (sont) située(s) à _____ et je prétends (nous prétendons) avoir le droit d'administrer la succession à titre d'administrateur(s) désigné(s), conformément aux lettres d'administration (ou indiquer tout autre document de même nature) accordées (accordé) le (date) par la (le) (nom du tribunal) du (de la) (indiquer le ressort).

(date)

(signature[s] du [de la] [des] requérant[e](s))